

Parti communiste français- Paris

Paris, le 7 mars 2008,

Aux membres du conseil d'administration de la FCPE Paris.

Objet : réponse à votre lettre sur l'école à Paris

Mesdames, Messieurs,

Nous avons bien pris réception de votre lettre adressée aux candidates et candidats aux élections municipales à Paris. Malheureusement, le calendrier extrêmement chargé de cette campagne, exceptionnellement courte, et le nombre important de questionnaires qui nous ont été transmis, ne nous ont pas permis de vous répondre plus tôt.

Les enjeux scolaires à Paris nous intéressent tout particulièrement, comme vous le savez. Je suis moi-même professeur de lettres modernes dans un lycée de banlieue, à Sarcelles. Ma réflexion et mes convictions se sont largement enrichies de ces expériences.

Les communistes, engagés sur les listes de rassemblement de la gauche avec Bertrand Delanoë, ont apporté leur contribution au programme de la gauche pour ces élections, et s'engagent à le porter tout au long de cette mandature.

Je vous prie donc de trouver ci-après la réponse à votre questionnaire.

Ian Brossat,
Porte-parole du PCF Paris pour les municipales

Contact :

Manuel Menal. Tél : 01 44 83 85 15 / 06 19 20 40 84

Parti communiste français- Paris

La garde des tout-petits, malgré les 5 816 places de crèche créées depuis 2001, reste un casse-tête pour de nombreuses familles, particulièrement les moins aisées. Il s'agit d'une question cruciale pour permettre l'égalité hommes-femmes : trop souvent, faute de trouver une place en crèche, les femmes doivent retarder leur retour à l'emploi.

C'est pourquoi les communistes s'engagent pour la construction de 4 500 places de crèche d'ici 2014 et de 40 nouvelles crèches. Parmi ces 4 500 places, un nombre important doit être réservé aux horaires atypiques (Paris en compte aujourd'hui 1 500). Je m'engage à ce que ces crèches soient toutes conçues suivant les normes Haute qualité environnementale (HQE).

À l'école primaire, les communistes souhaitent renforcer la place dévolue à la culture. C'est à nos yeux une priorité pour enraciner la culture dans nos quartiers, pour la démocratiser. Trop d'élèves, notamment dans les quartiers populaires - je peux le constater moi-même comme enseignant -, considèrent que la culture n'est pas leur affaire. C'est pourquoi il me paraît essentiel de mettre ces élèves en contact avec la culture dès le plus jeune âge. Des liens doivent se tisser entre les nouveaux équipements culturels installés à Paris (centres d'animation, 104 rue d'Aubervilliers, Maison des Métallos, Centre Barbara) et les écoles aux alentours.

Comme vous le savez, les communistes s'opposent à la suppression de la carte scolaire. Loin de répondre à l'exigence de mixité sociale à laquelle je suis profondément attaché, cette suppression va au contraire accroître le risque de voir se développer des « ghettos scolaires ». La vraie réponse aux problèmes auxquels nous sommes confrontés renvoie à la répartition des populations dans l'espace parisien. Tant que subsisteront des « quartiers riches » d'un côté, des « quartiers pauvres » de l'autre, l'absence de mixité sociale dans les quartiers se répercutera aussi à l'école. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles les communistes se battent depuis 2001, avec acharnement, pour accroître la place du logement social à Paris, en veillant à une répartition plus équilibrée de celui-ci.

En matière de restauration scolaire, nous sommes favorables à la généralisation du recours aux produits issus de l'agriculture biologique. La cantine scolaire ne doit pas seulement être un lieu de restauration. Elle doit aussi être l'occasion d'une éducation aux goûts. Nous proposons que les élèves soient plus systématiquement associés à l'élaboration des menus pour une éducation « active » à une alimentation équilibrée. Nous souhaitons aussi instaurer une tarification unique sur Paris pour les cantines scolaires, sur la base des quotients familiaux de la Caisse d'allocation familiale.

En matière d'accompagnement à la scolarité, nous souhaitons étendre tous les dispositifs existants. Le dispositif « action collégiens » doit être étendu et muni de moyens renforcés. Les élèves exclus temporairement doivent bénéficier d'un dispositif d'accueil, à l'image de l'accueil Torcy dans le 18e. Ce dispositif d'accueil pourra notamment leur permettre de disposer de cours de soutien, d'aide à l'insertion scolaire, et de soutien psychologique lorsque cela est nécessaire.

Le péri-scolaire manque aujourd'hui cruellement de moyens et de locaux. Nous souhaitons redéfinir le statut des animateurs de la ville de Paris pour leur permettre d'accéder à des formations plus complètes et de bénéficier de statuts moins précaires. Nous pourrions envisager aussi des formations à destination des salariés des associations d'éducation populaire, qui interviennent dans nos établissements.

Parti communiste français- Paris

Il est crucial d'assurer une égalité de traitement des élèves en matière de soutien scolaire, une fracture existant aujourd'hui entre les familles qui peuvent payer des prestataires de services spécialisés dans ce domaine et les autres, surtout quand elles cumulent en plus de graves problèmes économiques et sociaux.

Je considère que l'accès aux sports doit être une priorité. Cela suppose d'abord la mise en place de nouveaux équipements sportifs, notamment dans le Nord-Est parisien. Je propose également de développer les activités sportives gratuites à destination des écoliers et des collégiens. Nous pourrions envisager la mise en place d'un guichet dans chaque école, chaque collège où les élèves pourraient s'inscrire à l'ensemble des activités sportives proposées dans l'arrondissement et être mis en relation avec les associations locales.

L'ensemble de ces propositions devra être enrichi par un dialogue fructueux et continu avec les acteurs du milieu scolaire : syndicats d'enseignants et de personnels, associations de parents d'élèves et associations d'éducation populaire. Je m'engage, avec l'ensemble des élu-e-s communistes, à porter ces engagements au Conseil de Paris et dans les arrondissements, et à maintenir un dialogue constructif et exigeant avec le rectorat, afin de peser sur les orientations nationales et locales pour l'éducation.

Ian Brossat,

Porte-parole du PCF Paris pour les municipales

Contact :

Manuel Menal. Tél : 01 44 83 85 15 / 06 19 20 40 84